

[Text]

We also urge you to include in your report to the Senate instructions or recommendations to Council concerning plebiscites, double-check-offs, financial reporting, et cetera.

It is important that the ability to implement check-offs be established quickly, but it is also important that the legislation, the process of establishment and the content of the proclamation all work towards the most effective, workable and efficient system possible.

Thank you very much.

The Chairman: Thank you very much. I believe other representatives would like to make statements.

Ms Susan Sutherland, Fresh for Flavour Foundation: Mr. Chairman, I thank the committee for the opportunity to speak this afternoon. I will not take up much time because we are in full support of most of what was stated by Sally Rutherford.

The fresh fruit and vegetable industry, as well as the horticultural and nursery industry, has been very supportive of this enabling legislation and have been pushing for it for a long time. I would like to give you a brief background of our industry's position and one of the strong concerns that we have with the legislation.

I represent the Fresh for Flavour Foundation. We feel that we are unique in the agri-food industry in Canada. My board of directors is composed or appointed half by the Canadian Horticultural Council, which represents the growers of fruits and vegetables in Canada, and the other half by the Canadian Produce Marketing Association, which represents the distributors of fruits and vegetables in Canada, domestic or imported. Although I also represent the Canadian Produce Marketing Association and the Canadian Horticultural Council. They have been very supportive and want to push forward enabling legislation because we are very interested in mandatory check-off on fresh fruits and vegetables.

The Fresh for Flavour Foundation has been around for 20 years, during which there has been an increase in fresh fruits and vegetable consumption. We have a vision for the 1990s, for the year 2000: we would like to see our industry as a leader in decreasing health care costs through innovative programs that motivate consumers to eat more fruits and vegetables for a healthier life-style. By doing this, we would not only help Canadian society, we would also help our producers and our importers and we feel that it is a win-win situation for everyone.

[Traduction]

Nous vous exhortons également à inclure dans votre rapport au Sénat des instructions ou des recommandations pour le Conseil concernant les référendums, prélèvements doubles, rapports financiers, etc.

Il importe que soit rapidement établie la capacité d'exiger des prélèvements, mais il est également impératif que la loi, le processus de création et les proclamations aillent tous dans le sens d'un système le plus efficace, le plus efficient et le plus pratique possible.

Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup. D'autres porte-parole de groupes ont, je pense, eux aussi des déclarations à faire.

M^{me} Susan Sutherland (Fondation fraîcheur égale saveur): Monsieur le président, je tiens à remercier le Comité de m'avoir donné l'occasion de comparaître cet après-midi. Je ne prendrai pas beaucoup de votre temps, car nous appuyons pleinement le gros de ce qu'a dit Sally Rutherford.

Le secteur des fruits et légumes frais, ainsi que ceux de l'horticulture et des pépinières, demandent depuis longtemps que soit adoptée cette loi habilitante. J'aimerais vous exposer brièvement la position de notre industrie et l'une des grosses préoccupations que nous cause le projet de loi.

Je représente la Fondation fraîcheur égale saveur. Nous pensons que nous sommes uniques dans le secteur agro-alimentaire canadien. Le conseil d'administration de la Fondation est composé à moitié de personnes nommées par le Conseil canadien de l'horticulture, représentant les producteurs de fruits et de légumes au Canada, et à moitié de gens nommés par l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes, qui représente les distributeurs de fruits et légumes au Canada, canadiens ou importés. Je représente également l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes ainsi que le Conseil canadien d'horticulture. Ces deux organismes appuient fermement l'adoption d'une loi habilitante, étant donné qu'ils sont très intéressés par l'imposition obligatoire de prélèvements pour les fruits et légumes frais.

La Fondation fraîcheur égale saveur existe depuis une vingtaine d'années et nous avons constaté, au cours de cette période, une augmentation de la consommation de fruits et de légumes frais. Nous avons une vision pour les années 1990, pour l'an 2000: nous aimerions que notre secteur joue un rôle de leader dans la réduction des frais de soins de santé, grâce à des programmes novateurs qui poussent les consommateurs à consommer, dans le cadre d'un style de vie plus sain, davantage de fruits et de légumes. Ainsi, nous aiderions non seulement la société canadienne, mais également nos producteurs et nos importateurs, et nous pensons que tout le monde en sortirait gagnant.